

**Action 1 : Usage des
Technologies de
l'information et de la
communication (TIC) («
Formation et usage des NTIC
pour une bonne gouvernance
locale »)**

BASSE-NORMANDIE MACÉDOINE

Sommaire :

- ▶ [Partenaires](#)
- ▶ [Action 1.1 : « Citoyens actifs & partenaires dans le développement »](#)
- ▶ [Action 1.2 : « Accès local des citoyens à Internet et au logiciel libre \(open source\), une composante du développement durable des territoires en voie de désertification »](#)
- ▶ [Action 1.3 : « Former à la gouvernance locale »](#)
- ▶ [Impact attendu en fin de projet](#)

Partenaires

Coordination :

BN :

- ▶ Service TIC de la Région Basse-Normandie pour l'ensemble de l'axe
- ▶ Centre des Technologies Nouvelles (CTN) pour la coordination sur l'axe 1.2 en direction des Espaces Publics Numériques.

MK :

- ▶ Agence de la Démocratie Locale (ADL) du Kosovo/Kumanovo (Année 1)
- ▶ Association Metamorphosis (Années 2 et 3)

Action 1.1 : « Citoyens actifs partenaires dans le développement »

Objectifs généraux

- ▶ Augmenter la qualité des politiques publiques locales
- ▶ Augmenter la qualité des administrations
- ▶ Augmenter la confiance des citoyens dans l'administration (et surtout dans les décideurs)
- ▶ Favoriser le renforcement de la démocratie
- ▶ Du côté macédonien : favoriser le rapprochement du niveau de démocratie locale du pays avec les standards européens afin de soutenir ses efforts vers l'intégration européenne
- ▶ Du côté bas-normand : contribuer à l'affirmation des capacités démocratiques des autorités locales bas-normandes et contribuer à leur ouverture tant vers les Balkans et en particulier l'État macédonien, que vers l'Europe en général

Description

La participation citoyenne est un aspect essentiel d'une bonne gouvernance et du développement. Pour améliorer la qualité de vie des habitants, les autorités municipales doivent être à l'écoute de leurs administrés. Pourtant, la mise en place de politiques participatives efficaces demande au moins deux acquis préalables :

1. l'identification des acteurs de terrain,
2. une information libre et accessible.

Les administrations tirent profit de l'existence de citoyens actifs et du dynamisme de la société civile. Le projet va prendre des mesures concrètes pour faciliter l'accès à l'information et la participation du public, le sensibiliser davantage, renforcer le sens civique et les compétences des citoyens, et apporter son soutien à la création des capacités favorisant l'action des organisations de la société civile. Concrètement, cette action va investir dans l'éducation civique des adultes et des jeunes en utilisant les TIC pour l'implication active des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques.

Les TIC ont déjà commencé à transformer les relations entre les administrations et les citoyens. Il y a beaucoup d'exemples, du côté bas-normand comme macédonien, qui attestent le potentiel des TIC et cherchent à combler le fossé numérique afin d'assurer que l'ensemble des citoyens continue en ligne ou non de jouir d'une égalité de droits en matière de participation à la vie de la collectivité.

Sur le territoire macédonien, l'utilisation des TIC dans les mécanismes de recueil de réactions et de consultation n'en étant encore qu'à ses débuts, l'association Metamorphosis va réaliser des projets permettant et favorisant l'utilisation d'instruments en ligne pour impliquer les citoyens de manière active dans la prise de décision sur les politiques publiques.

Il s'agira de :

- ▶ Réaliser des formations destinées à développer les compétences des populations locales dans le domaine des TIC, pour renforcer les capacités humaines et déboucher sur des activités de participation aux prises de décisions concernant les politiques publiques.
- ▶ Réaliser des formations et ateliers de travail avec des jeunes afin de développer leurs compétences pour devenir des citoyens actifs utilisant les TIC comme moyens de participation à la vie locale les concernant.
- ▶ Mettre en place des échanges Internet et physiques afin de comparer les outils et les pratiques déjà existants dans l'utilisation des TIC comme outil de développement des relations entre les administrations et les citoyens bas-normands et macédoniens (avec une ouverture à d'autres autorités locales européennes). L'accent sera également mis sur les obligations juridiques existantes dans les différents pays participants et qui visent à permettre la participation des citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.
- ▶ Mettre sur pied des échanges d'élus locaux bas-normands et macédoniens afin de les sensibiliser aux opportunités de coopération avec les municipalités macédoniennes et à l'importance de l'utilisation des TIC dans les relations avec les citoyens à partir de l'expérience tirée des projets réalisés de part et d'autre.
- ▶ Inciter les collectivités locales françaises à développer des partenariats avec les municipalités macédoniennes et à mettre sur pied des échanges et transferts de savoir-faire et d'expériences entre fonctionnaires ayant en charge la mise en place et l'animation des services en ligne stimulant la participation des citoyens et surtout améliorant les relations entre administration et zones d'habitat reculées dans un souci de lutte contre la désertification.
- ▶ Organiser une campagne dans les deux territoires pour promouvoir le potentiel des nouvelles technologies de l'information et stimuler la citoyenneté active (bulletin spécial, Internet, une série de débats publics et de tables-rondes).
- ▶ Éditer un guide des « Meilleures pratiques de citoyenneté active » en français, macédonien et albanais.

Action 1.2 : « L'accès local des citoyens à l'Internet et au logiciel libre (open source), une composante du développement durable des territoires en voie de désertification »

Objectifs spécifiques

Cette action a pour objectif d'améliorer la capacité des communautés locales bas-normandes et macédoniennes à utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme outils de changement. Dans le cadre de cette action, c'est l'accès à l'Internet via les installations publiques qui constitue le terrain d'action.

Description

- ▶ Augmentation des capacités des installations publiques d'accès à l'Internet afin qu'elles puissent devenir des centres de compétence et de support pour l'utilisation d'Internet et des logiciels open source pour les citoyens et les administrations
- ▶ Augmentation des capacités des installations publiques d'accès à l'Internet afin qu'elles deviennent des points d'activisme civique donnant aux citoyens la possibilité d'utiliser les nouvelles TIC pour accéder aux services de l'administration en ligne
- ▶ Établir un portail « Gouvernance locale à Gouvernance locale ». Ce logiciel va permettre aux administrateurs de technologies d'information municipaux de communiquer, d'échanger des services et des connaissances, de demander ou offrir et de maintenir des normes de qualité pour l'administration et l'entretien de système open source. Il devrait fournir les cas suivants d'utilisation au minimum :
 1. Échange d'expériences sur l'utilisation du logiciel open source (OSS) dans les administrations bas-normandes et macédoniennes
 2. Étude de cas
 3. Les potentiels des e-points et des logiciels open source pour établir une société véritablement inclusive
Évolution possible du projet : développer une plateforme d'e-learning fournissant des cours sur la citoyenneté active basée sur des programmes d'études existants et surtout sur les résultats de l'action 1.1 (sur la citoyenneté active).

Action 1.3 : « Former à la gouvernance locale »

Objectifs généraux

- ▶ Participer à l'amélioration de la qualité de l'offre de formation dans le domaine de la gouvernance locale sur le territoire macédonien.
- ▶ Participer à la construction et la consolidation d'une structure d'enseignement qui soit multiethnique, afin que les jeunes apprennent à vivre ensemble au moment des études.
- ▶ Insertion dans l'objectif de l'Ambassade de France de contribuer à former des cadres originaire de la région albanophone, et notamment de futurs cadres de l'administration afin d'éviter que l'absence de cadres formés de cette minorité ne serve de raison à leur éviction du pouvoir.
- ▶ Volonté d'appui à l'orientation stratégique de l'Etat macédonien que représente l'intégration européenne, par la formation d'élites adaptées à ce cadre, en particulier :

- ▶ formation à une gestion décentralisée, en ce que cela fait partie des critères d'un État européen moderne, mais aussi dans le cadre particulier des exigences politiques posées au pays dans la mise en œuvre des accords d'Ohrid.
- ▶ consolidation de l'image de notre savoir-faire en matière de formation administrative de la Région Basse-Normandie dans un pays où la France investit dans ce domaine.

Objectifs spécifiques

- ▶ Organisation de 6 missions de formateurs de Basse-Normandie au profit du master francophone d'administration publique « Management public et gestion des collectivités locales » de l'Université de l'Europe du Sud-Est (UESE) de Tetovo
- ▶ Aide à l'identification de lieux de stage possibles pour les étudiants du master en France et en particulier en Basse-Normandie
- ▶ Promotion du master francophone d'administration publique « Management public et gestion des collectivités locales »

Description

L'Université de l'Europe du Sud-Est (UESE) a été ouverte à Tetovo sur initiative de la communauté internationale, à la suite des affrontements interethniques de 2001 entre Slaves et Albanais. Elle s'inscrit dans le contexte des accords d'Ohrid, qui ont mis fin à ces troubles et prévoient une reconnaissance des droits de la minorité albanaise à un accès équitable aux sphères du pouvoir. Les accords adoptent notamment le principe d'une décentralisation forte, en refus de la fédéralisation ethnique.

La Région Basse-Normandie souhaite s'associer pleinement aux objectifs politiques de l'Ambassade de France à Skopje et contribuer au projet sous la forme d'interventions pédagogiques durant au moins deux années, et même plus en fonction des nouveaux financements qui pourraient être mobilisés. Concrètement, il s'agirait d'identifier en Basse-Normandie des intervenants potentiels pour le master francophone d'administration publique « Management public et gestion des collectivités locales » et de financer 6 missions de formation.

Impact attendu en fin de projet

- ▶ Réduire la fracture numérique
- ▶ Augmentation de l'intérêt et de la capacité des citoyens à utiliser les TIC pour participer à la vie locale
- ▶ Amélioration des politiques publiques des autorités locales macédoniennes et bas-normandes